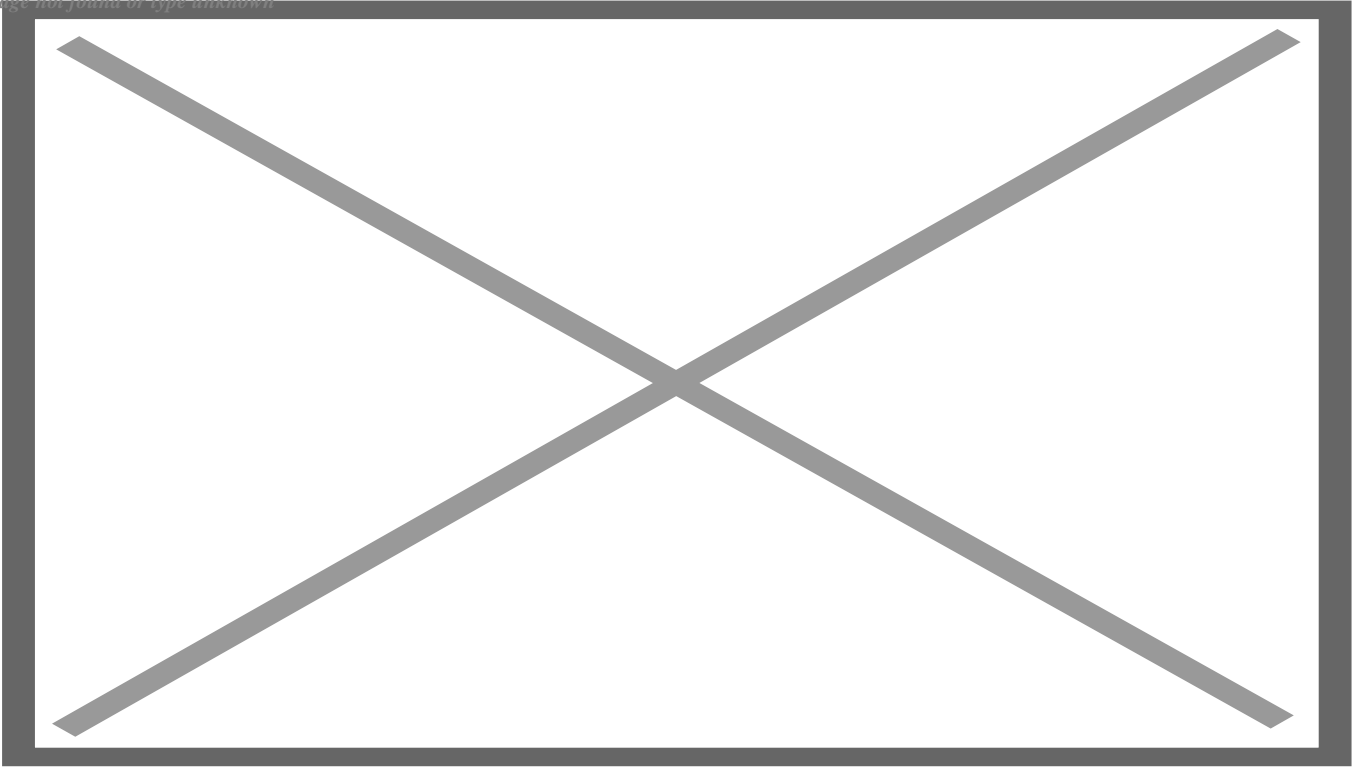


Les preuves de la mise en accusation de Lasso sont présentées à l'Assemblée législative de l'Équateur

Image not found or type unknown



La Havane, 27 avril, (RHC)- La députée équatorienne, Viviana Veloz, a présenté ce mercredi une série de preuves démontrant que le président Guillermo Lasso devrait être mis en accusation et démis de ses fonctions pour le crime de détournement de fonds.

Ce mercredi, à l'occasion de la dernière journée de comparution devant la commission de contrôle de l'Assemblée nationale dans le cadre de la procédure de censure du chef de l'exécutif, Viviana Veloz s'est exprimée au nom des quatre pétitionnaires.

Cette destitution vise à ouvrir la voie au plus grand obstacle auquel l'Équateur est confronté aujourd'hui et cet obstacle a un nom et un prénom : Guillermo Lasso, a déclaré la législature.

Elle a reconnu qu'il est vrai qu'avec le départ du président "les Équatoriens ne résoudront pas tous les conflits, mais ce sera un palliatif qui calmera la fièvre asphyxante qui les consume et empêchera quelque chose de pire, que les métastases de la polarisation et de la pauvreté rongent les fondements de leur propre démocratie".

Dans sa présentation, la députée s'est appuyée sur des documents audio et des vidéos inclus dans les preuves de l'accusation, ainsi que sur certaines révélations faites par les témoins qui se sont présentés à la Commission la semaine dernière.

Parmi ces arguments, elle a fait référence à la manière dont l'ancien secrétaire national à la lutte contre la corruption, Luis Verdesoto, a assuré qu'en 2022, il avait remis au président des dossiers contenant des alertes à la corruption dans des entreprises publiques, y compris la Flotte Pétrolière Équatorienne (Flopec).

Viviana Veloz a souligné que le contrat de l'entreprise avec Amazonas Tankers permettait le détournement de ressources publiques au profit de tiers et a fait remarquer que le président n'avait rien fait alors qu'il avait entre les mains la plainte qui soulignait la nécessité de mettre fin à l'accord pour cause de préjudice à l'État.

Vous (Lasso) avez échoué en tant que gouverneur, évitons l'embarras de vous démettre de vos fonctions et reprenez vos activités de banquier", a-t-elle déclaré dans ses conclusions.

A partir d'aujourd'hui, la période de 10 jours commence pour la préparation d'un rapport par le bureau législatif, qui doit recommander ou non la destitution de la plus haute autorité du pays.

Cependant, le dernier mot reviendra à la plénière de l'Assemblée, où 92 voix sur les 137 législateurs sont nécessaires pour approuver la mise en accusation et la destitution de Guillermo Lasso.

Selon le calendrier établi pour ces affaires, le vote final devrait avoir lieu au cours de la troisième semaine de mai.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/320874-les-preuves-de-la-mise-en-accusation-de-lasso-sont-presentees-a-lassemblee-legislative-de-lequateur>



Radio Habana Cuba